

Rapport annuel 2010 ARF/FDS

Carte blanche

Peter Liechti

Chers auteurs, chers collègues,

Pour ce supplément, l'association m'a donné carte blanche et prié du même coup d'écrire quelques lignes sur la « politique cinématographique ». Je n'ai au fond rien de nouveau à dire à ce sujet. Je ne puis que revenir sur ce qui a déjà été discuté jusqu'à plus soif et a finalement abouti – à mon avis – à des axiomes très discutables. Peut-être y a-t-il un sens à se poser encore et toujours les mêmes vieilles questions. Jusqu'au jour où l'on finit par croire ce que l'on sait depuis longtemps.

Un franc-tireur dans le paysage cinématographique

A Soleure, un membre de la direction du festival m'a accueilli cette année en disant que je faisais passablement bande à part dans le *paysage cinématographique suisse*. Le propos se voulait parfaitement aimable mais je ne me suis tout de même pas senti flatté. Était-ce une tentative (inconsciente) pour m'isoler en tant que bouffon et par conséquent me rendre inoffensif ? La facilité avec laquelle on présuppose ici l'existence d'une cinématographie nationale dont les contours seraient clairement définis, et définis par exclusion de ceux qui se mettent en travers (par quoi on entend sans doute tous ceux qui *pensent* différemment) m'a en tout cas effrayé et déprimé. Pour un acteur culturel, faire bande à part dans une société où le public peut très bien être cohérent ; mais éprouver le même sentiment dans un environnement artistique ne fait que le rendre solitaire.

Ma suspicion terminologique et ma position « atypique » s'enracinent probablement dans ma vision artistico-littéraire, qui consiste à pouvoir et devoir aujourd'hui encore considérer le cinéma comme le septième *art* – et non pas comme une prestation servie au public. C'est pourquoi je n'écris pas à la *branche* mais à *vous* – dans l'espoir notamment de pouvoir tirer au clair quelques notions. Le mot *branche* a déjà le don de m'énervier. À mes yeux, il évoque par trop l'activité artisanale et commerciale et trop peu l'art ; par réflexe, je m'oppose à être perçu comme un *acteur de la branche*. Cette *branche* renvoie surtout à l'économie, et là je ne me sens pas concerné.

Nous et la branche

J'apprécie aussi peu l'expression *politique cinématographique* que le mot *branche* – une expression qui pourrait signifier beaucoup et ne veut toujours dire qu'une seule chose : l'obtention de *subventions* et la mise au point de clés toujours plus raffinées, plus « équitables » pour le partage de ces moyens financiers laborieusement conquis. Depuis des années, l'*aide liée au succès des films* gagne en importance suivant une tendance qui

s'accentue avec le temps. Dans le *succès* – tout le monde semble aujourd'hui en convenir -, on comptabilise simplement tout ce qui est dénombrable : les taux d'audience, le nombre de spectateurs, les festivals. C'est tout à fait compréhensible du point de vue des producteurs, des distributeurs, des exploitants de salles, des responsables de la télévision et des directeurs de festivals (pour moi, ce sont *eux* qui constituent la *branche*), mais ce qui m'irrite est de voir des collègues penser dans les mêmes termes. Surtout quand en plus ils écrivent aussi de cette façon – dans un langage oublieux de toute aspiration *artistique*...

Jusqu'où tout ce jargon bureaucratique a-t-il déjà pénétré nos cerveaux ? Notre créativité, nos rêves se sont-ils figés et mués en règlements à force de parler politique ?

Ceux qui notent et ceux qui sont notés

Pour l'auteur que je suis, ce qui compte avant tout une fois que mon film est achevé est de savoir si ce que j'ai tenté de réaliser sérieusement a réussi. Et je ne suis vraiment satisfait que si quelques collègues et les milieux professionnels intéressés sont convaincus de la qualité de mon travail. Par contre, j'essaie de garder autant que possible mon indépendance par rapport à l'accueil quantitatif du grand *public* – bien que ce public, en vertu de nos modèles d'aide automatique, ne distribue pas seulement les notes mais soit devenu dans le même temps le principal bénéficiaire de ces instruments distributifs, en ce sens que, moyennant l'achat tout simple d'un billet, il peut espérer recevoir toujours plus de produits toujours identiques.

Ce dont ce public est cependant privé, même à l'école, c'est de la formation à une approche à peu près « adulte » de tous les médias audiovisuels. Les écoles de cinéma sont prospères et les cours de formation continue font fureur – pour *les cinéastes et la branche*, mais l'accompagnement du *public* vers une attitude éclairée autonome à l'égard du *cinéma* est laissé aux spécialistes en relations publiques des *majors* et aux journalistes à bas prix des feuilles gratuites. Nous nous retrouvons ainsi dans une situation où notre travail est en quelque sorte noté et aussi encouragé (automatiquement) par des analphabètes. Et nous, qui sommes notés, nous nous laissons de plus en plus indiquer la voie à suivre par ces derniers.

A mon sens, c'est exactement le contraire qu'il faudrait faire : les acteurs culturels que *nous* sommes devrions marcher en tête et le public devrait *nous* suivre. Il redeviendrait dès lors inévitable de travailler aussi de temps à autre *contre* le goût de nos « clients »...

Pourquoi n'abandonnons-nous pas tout bonnement à la branche le soin de s'adonner au pitoyable traficottage des points liés au succès et ne réclamons-nous pas en échange le retour à notre profit des récompenses liées à la qualité ?

L'automatisation de la culture

Bien que, de tous les moyens d'expression, le cinéma soit celui qui contienne en germe le plus de possibilités de séduction, de propagande et de manipulation, nos écoles considèrent toujours que l'étude de la littérature et de l'Antiquité est une préparation suffisante pour se doter d'une relation « émancipée » à notre culture, dominée de bout en bout par les médias audiovisuels.

Je rêve d'une *politique du cinéma* qui ne se soucierait pas seulement de ses propres prébendes mais tout autant de la *politique de la formation* dans ce pays car, si ces deux secteurs ne fusionnent pas pour donner naissance à une véritable *politique de la culture*, les futurs algorithmes de l'OFC pourraient bientôt se fonder sur les sondages publiés dans le « Tagi » ou la « Schweizer Illustrierte ».

Je ne crois pas que nous devrions confier le soin d'évaluer la qualité artistique et la signification culturelle à de quelconques automatismes. Des jurys qualifiés et des commissions de sélection – autrement dit des *êtres humains* dotés de noms et de visages – ne pourront sans doute jamais statuer objectivement, pourtant, premièrement, il n'y a guère de critères objectifs dans une culture vivante, deuxièmement, j'ai encore beaucoup moins confiance dans l'« objectivité » d'automatismes et de statistiques et, troisièmement, les automatismes se fondent aujourd'hui presque tous sur le *marché* et – dans le meilleur des cas – sur les humeurs des exploitants des festivals. Et ces festivals sont actuellement livrés aux mêmes contraintes (de succès) et aux mêmes mécanismes (de marché) que le reste de la branche.

Du temps ou du pognon

Il existe des processus créatifs qui exigent d'*avoir du souffle* pour s'épanouir entièrement et pouvoir se développer. Voulons-nous vraiment y renoncer, par amour du fric – au risque de succomber tôt ou tard au souffle court et à l'asthme ?

A vrai dire, je n'ai pas de temps à consacrer à cette lettre, je suis stressé, car j'ai encore des montants importants sur mes divers dépôts de Succès qui arriveront prochainement à expiration. Allez, hop ! A mon ordinateur portable, j'ai besoin de nouveaux projets ! C'est là une vraie pression créatrice, elle donne des ailes à l'imagination, et les idées jaillissent spontanément et n'ont pas besoin de mûrir...

Pour de *vrais* producteurs, le rythme bisannuel de nos instruments d'aide automatique peut certainement être tout à fait supportable ; en revanche, pour un *auteur-producteur*, c'en est fini de son « confort ». Mais peut-être ne voulons-nous plus d'auteurs-producteurs du tout, et la réalisation d'un film (au minimum) tous les trois ans peut finalement être exigée du dernier des auteurs ; accélérer un peu la cadence ne peut pas nous faire de mal, on ne fera plus de détours et on filmera seulement tout droit...

L'aide automatique génère donc automatiquement et en moins de temps plus de films et de films au profil plus aérodynamique. C'est peut-être là exactement le but visé – l'augmentation du chiffre d'affaires, tout à fait dans l'esprit d'une économie de marché décomplexée... Et ce mécanisme répond-il encore au but que nous nous étions fixé à travers nos institutions destinées au soutien de la libre création culturelle – susciter et stimuler la réflexion pour la société, remettre en question notre identité (culturelle) ?

La dépendance favorisée par le succès

Quand je rencontre des collègues étrangers, à chaque fois je me rends compte à quel point nous sommes gâtés, nous les cinéastes suisses. Je ne pense pas ici à ceux qui veulent rivaliser avec les fabricants de *blockbusters* internationaux ; ils sont de toute façon au mauvais endroit – comme ces paysans suisses qui rêvent de fermes et d'étendues dont on ne peut prendre la mesure qu'à bord d'un avion. Non, je m'adresse à ceux qui – comme moi – s'accommodent de la situation qui leur est faite ici et vivent (veulent vivre) de *subventions*.

Le fait que notre travail est généralement subventionné nous paraît, à nous les créateurs culturels, aller tellement de soi que toute discussion sur le sens et le but – et les conséquences – d'un encouragement public de la culture semble superflue. Il n'en a pas toujours été ainsi, il y a quelques décennies, voici ce qu'écrivait par exemple un *Robert Walser* : « *Quand les artistes n'entretiennent pas de rapports tendus avec la société humaine, ils s'étiolent rapidement. Ils ne doivent pas se laisser chouchouter par celle-ci, parce que, s'ils le font, ils se sentent tenus de se plier aux circonstances données...* »

Je profite naturellement moi-même de notre système de « chouchoutage ». Je ne mets du reste pas en cause le fait *que* nous soyons subventionnés – je demande *pour quoi*. Je pense que cet argent est encore aujourd'hui à disposition afin de dégager de l'espace pour la libre créativité – et pas pour la présentation « glamour » de marchandise de confection.

Les propos de Walser peuvent être « réactualisés » par une observation faite en 2008 par l'historien d'art *Beat Wyss* : « *Le boom actuel de l'art est une réaction à une société dans laquelle le travail, au sens traditionnel du terme, a de moins en moins de valeur. Les institutions culturelles affluent de préférence dans les friches industrielles : usines désaffectées, zones industrielles abandonnées, lofts... L'art s'est aujourd'hui installé partout où l'on ne travaille plus. La jeunesse, qui autrement serait peut-être au chômage, est parquée dans des locaux confortables propices à la création par des programmes d'encouragement...* »

Beat Wyss parle de l'*art* ; à nous de dire si, avec toutes nos écoles de cinéma et tous nos collègues qui y sont « parqués » (étudiants et enseignants), nous voulons nous sentir aussi concernés.

La gratitude automatique

Autre chose encore m'a frappé à l'étranger : nous aimons encore toujours nous qualifier d' « *indépendants* »... Est-ce parce que nous sommes alors *automatiquement* qualifiés de bénéficiaires de subventions – malgré la contradiction éclatante entre « indépendant » et « subventionné par l'Etat » ?

Même la pire négligence à l'égard de la langue ne peut dissimuler derrière un écran de fumée toutes les contradictions de sens, même si cela favorise fortement l'oubli et le refoulement des conditions initiales. Et ces conditions initiales nous obligent exclusivement à la *qualité artistique*. Ou existe-t-il de quelconques dispositions qui condamnent d'office les réalisateurs que nous sommes à nous aligner davantage sur le goût du public ou les nécessités du marché ?

Je pars du principe que nous ne sommes pas « payés » pour faire la même chose que ceux qui doivent fonctionner selon des normes purement économiques. Dans le fond, sous nos latitudes, nous avons tous « carte blanche » et nous avons ainsi en premier lieu des obligations envers notre talent et notre intégrité artistique. Nous jouissons donc des plus grands privilèges, mais le nombre de ceux qui en font usage « sans honte » est faible. D'où vient cette honte, par exemple à cause de mauvais chiffres d'entrées en salle, bien que nous ayant accompli notre travail avec une absolue sincérité et avec le plus grand sérieux ? Pourquoi la résistance face à la sclérose du goût du public et à la dévotion flagorneuse du « journalisme cinématographique » à ce goût du public n'est-elle pas plus forte ?

Peut-être y a-t-il ici aussi quelques automatismes cachés, voire inconscients, une sorte de courbettes morales devant la main qui nous tend (apparemment !) le pain ?

La libre création cinématographique

Je ne parviens pas à comprendre pourquoi les individus – en particulier les réalisateurs de films – ne sont pas plus nombreux à ressentir le besoin d'être un peu plus « élitaires » dans leurs exigences. Mon attitude est-elle pour autant élitaires ? Pourquoi les auteurs qui craignent de « passer à côté du public » sont-ils toujours plus nombreux et se donnent-ils ensuite en spectacle sur des thèmes quelconques figurant au hit-parade, au risque de passer à côté d'eux-mêmes ? Pourquoi la « libre création cinématographique » se comporte-t-elle de manière aussi peu libre ?

Les *subventions destinées à la culture*, telles que je les conçois, devraient se borner à encourager et à préserver la « qualité » dans toutes les disciplines. La « popularité » ne ferait pas partie du programme, elle devrait le cas échéant découler de la « qualité » (ce qui est déjà arrivé – et est même la règle dans une culture cinématographique évoluée). Et si ce n'est là qu'une chimère, je ne suis au moins pas le seul à faire le lien entre *cinéma* et *rêve*.

La démocratisation de l'art

Pour conclure, je voudrais encore mettre les choses au clair et dire que mon plaidoyer en faveur d'une éducation aux médias plus étoffée et d'une formation « plus élitaire » du goût dans le domaine du cinéma ne vise en aucune façon à renforcer à nouveau un académisme de toute façon déjà florissant, au contraire. La notion ridicule et prétentieuse d'*académie*, qui a désormais aussi pris pied dans nos contrées, me répugne du fond du cœur. Et pas seulement la notion, mais aussi les conséquences que cette « Academy » tout à la fois importée et faite maison aura sur l'évolution de notre climat cinématographique. Voulons-nous en effet nous élever mutuellement ou plutôt nous neutraliser les uns et les autres dans cette démocratie éclatante de neutralité ? Et quels sont les moyens les plus appropriés, et pour quelle voie ?

Même si l'on nous assure régulièrement que nous verrions de nouveau *tous* les films de nos collègues grâce à cette académie, je reste sceptique. Premièrement, seule une minorité prendra sans doute réellement le temps de le faire, deuxièmement, nous irons encore moins dans les *salles de cinéma* pour voir les films de nos collègues mais – troisièmement – nous nous les taperons simplement sur notre ordinateur portable, les plus occupés d'entre nous en appuyant sur avance rapide (nous connaissons cela grâce aux écrans vidéo unanimement appréciés dans les festivals, où les acheteurs prennent leurs rapides décisions)...

Cette académie apportera certainement encore plus d'alignement sur le goût moyen, encore plus de propension à plaire à la majorité, et encore moins de transparence.

Et le *Quartz* ? Celui-là, j'ai failli l'oublier...

Restons-en là – et oublions-le tout simplement. Il ne me manquera pas.

J'espère que, en dépit de tous les manquements à la réalpolitique de mes réflexions surrealpolitiques, je ne suis pas trop atypique dans notre paysage (cinématographique). En tous les cas, j'attends avec impatience vos prochains films et j'essaierai de les voir dans une salle de cinéma – malgré le stress dû à Succès.

Je vous souhaite à tous beaucoup de bonheur, de courage et de plaisir au travail !

Bien cordialement

Peter Liechti